

26 milliards d'euros de relance : priorité à l'investissement

Plan Sarkozy Des mesures pour dynamiser la commande publique et aider les entreprises

Éviter de sombrer dans une dépression durable, comme ce fut le cas après les graves crises bancaires de 1929 aux États-Unis et des années 1990 au Japon. Mais ne pas compromettre la compétitivité économique française, comme l'avait fait Valéry Giscard d'Estaing après le choc pétrolier de 1973, puis François Mitterrand en 1981 en subventionnant la consommation.

Nicolas Sarkozy s'est efforcé d'éviter ce double écueil en présentant à Douai, jeudi 4 décembre, un plan de relance budgétaire axé sur l'investissement et les entreprises. « Notre réponse à la crise, c'est l'investissement », devait-il déclarer, entendant ainsi « ne pas sacrifier l'avenir au présent ». D'un montant de 26 milliards d'euros, soit 1,3 % du produit intérieur brut (PIB), ce plan cen-

sé contre la récession annoncée pour 2009 et endiguer l'envolée du chômage comporte deux volets essentiels. Le premier vise à soulager la trésorerie des entreprises, en particulier des PME : dès le début 2009, l'État va leur rembourser ses dettes (impôt sur les sociétés, crédit d'impôt recherche, TVA) à hauteur de 10,5 milliards d'euros. Le second volet consiste à lancer immédiate-

ment des programmes d'investissements publics, jusqu'à présent gelés faute de financement, à hauteur de 11,5 milliards d'euros. S'y ajoutent des mesures pour soutenir deux secteurs particulièrement sinistrés : l'automobile et le bâtiment.

ARNAUD LEPARMENTIER

Lire la suite, le détail du plan et les comparaisons européennes pages 8 et 9

« Sa Sainteté est si seule pour gérer tant de problèmes... »

Les Tibétains, insensibles aux efforts de Pékin pour démoniser le dalaï-lama

REPORTAGE

ABA, GANZI (province du Sichuan)

Le jeune moine s'est approché, a mis un doigt sur ses lèvres et fait signe de le suivre. Quelque part dans l'immense monastère d'Aba, ville située dans une « préfecture autonome tibétaine » de la province du Sichuan, il entre dans sa cellule glacée. Sur l'un des murs trône, en évidence, la photo interdite d'un homme au sourire paisible qui a échappé aux fouilles policières, en mars, durant les violentes manifestations pendant lesquelles au moins huit personnes ont été tuées par les forces paramilitaires chinoises, dans la foulée des émeutes de Lhassa : c'est la photo du dalaï-lama. Le moine désigne le chef de l'Eglise tibétaine et fait le geste de l'embrasser du bout des doigts. « Sa Sainteté est si seule pour gérer tant de problèmes », soupire-t-il...

Bête noire du pouvoir chinois – sa propagande le qualifie de « loup en robe de moine » –, le dalaï-lama reste l'objet d'une vénération sans faille au Tibet et dans les districts ou préfectures à majorité tibétaine des provinces avoisinantes. Invisibles souvent, parfois cachées dans une pièce reculée d'un monastère ou apposées au mur d'un salon discret des résidences, ses photos témoignent de l'objet d'un culte obstiné de son peuple et soulignent la pertinence du mot tibétain pour le désigner : Kundun, « présence »...

Tout au long d'un voyage de huit jours, fin novembre, dans les provinces du Sichuan et du Gansu, frontalières de la « Région autonome du Tibet », il est aisé de constater à quel point la « démonisation » de Tenzin Gyatso, 73 ans, émanation terrestre de Cherenzi et 14^e dalaï-lama, n'a eu aucun effet sur le comportement des Tibétains à son égard.

BRUNO PHILIP

Lire la suite page 5

Photographie Le magazine « Life » offre sur Internet des millions d'images d'archives

Le président américain John Kennedy et sa femme Jacqueline rencontrent, à Paris, en 1961, le président français, Charles de Gaulle.

Le magazine américain *Life*, qui a dominé la presse illustrée des années 1930 à 1960, a décidé de mettre en libre accès sur Internet dix millions d'images qui font partie de ses archives. À côté d'icônes du photojournalisme, la grande majorité des documents n'a jamais été publiée. Stars du cinéma, figures politiques, guerres de Corée ou du Vietnam, premiers hommes sur la Lune : le site de *Life* est une mine pour les passionnés d'histoire et d'images. Ceux-ci peuvent librement regarder les photos, les imprimer, les utiliser pour un travail universitaire. Il est également possible d'acheter un tirage encadré, entre 79 et 109 dollars. Aucune image ne peut, en revanche, faire l'objet d'une exploitation commerciale. Mais la navigation n'est pas aisée sur un site qui, en outre, indignes des photographes pour des questions relatives au droit d'auteur. Lire page 23

HANK WALKER/TIME INC.



Jules-Edouard Moustic, PPDA de Groland, monte sur scène



Présentateur-vedette de « Groland Magazine », ultime reliquat de ce que fut naguère l'« esprit Canal+ », Jules-Edouard Moustic, avec son comique trash, se lance dans le one man show sur la scène du Théâtre du Rond-Point, à Paris. Un spectacle où il

dénonce le jeunisme qui saisit notre société et son ras-le-bol de « tous ces vieux qui ne veulent pas vieillir ». Jean-Michel Ribes, le patron du théâtre, perçoit chez Moustic « un humour de résistance proche du dadaïsme »...

Lire page 18

PAGE TROIS

Fureur des « gays » américains

L'union légale entre personnes du même sexe est de nouveau interdite en Californie. Les protestations se multiplient : manifestations, appel à une grève nationale des homosexuels le 10 décembre.

Social

Prud'hommes : la GGT progresse

Avec 33,8 % des voix (+ 1,6 %), la CGT arrive en tête des élections prud'homales. L'abstention a été très importante. Page 10 et l'éditorial page 2

Débats

Guerre et paix

Mikheïl Saakachvili, président de la République de Géorgie, revient sur le récent conflit armé avec la Russie. Frank-Walter Steinmeier, ministre allemand des affaires étrangères, propose un nouveau partenariat de sécurité européenne entre Bruxelles et Moscou. Page 20

Le Monde des livres

Fascinés, fascinants : « Le Monde des livres » se penche sur de singuliers héros religieux, célèbres ou obscurs : saint Paul, un certain Daniel Stein. Lire notre supplément



CHANEL
JOAILLERIE

ULTRA
BAGUES EN OR BLANC 18 CARATS,
CÉRAMIQUE ET DIAMANTS BAGUETTE

www.chanel.com

Crise « Ne pas sacrifier l'avenir au présent » : tel est l'objectif affiché par M. Sarkozy, jeudi 4 décembre, à Douai

26 milliards d'euros concentrés sur l'investissement et les entreprises

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Pour soutenir l'automobile, une prime à la casse de 1 000 euros sera versée aux propriétaires qui se débarrasseront d'un véhicule de plus de dix ans pour en acheter un neuf ; pour le logement, le chef de l'Etat a annoncé le doublement du prêt à taux zéro en cas d'acquisition d'un bien neuf en 2009. Les 3,5 millions de ménages les plus démunis toucheront fin mars une prime de 200 euros. Enfin, M. Sarkozy, qui veut « en finir avec l'Etat bureaucratique », compte alléger les règles d'appel d'offres pour accélérer la réalisation des investissements publics. Un ministre va être nommé pour superviser la mise en œuvre du plan.

Le « plan massif d'investissement » vanté à Douai par M. Sarkozy devrait générer en 2009 un surcroît de croissance de 0,8 point, tandis que les déficits déraperaient d'autant (15,5 milliards d'euros supplémentaires), pour s'approcher des 4 % PIB. A ceux qui s'inquiètent du surcroît d'endettement, M. Sarkozy répond : « Nous n'avons pas le choix. Ne rien faire nous coûterait bien plus cher ».

Au début de la crise bancaire, à la fin de l'été, Matignon et Bercy estimaient que la meilleure réponse au ralentissement

généralisé que connaissait l'Europe résidait dans une baisse des taux d'intérêt. La Banque centrale européenne (BCE) a joué le jeu en réduisant le loyer de l'argent à 3,25 % en octobre. Son président Jean-Claude Trichet devait accélérer le mouvement jeudi.

Mais il est apparu dès la fin octobre que l'arme monétaire serait insuffisante : parce que la planète entière, y compris la Chine, était frappée de ralentissement ; parce que la défiance était telle qu'en dépit d'un plan de sauvetage massif, les banques continuaient de se prêter à des taux anormalement élevés.

M. Sarkozy avait pris les devants lors de son discours de Toulon le 25 septembre 2008 : « Si l'activité venait à reculer fortement et durablement, je n'hésiterais pas à prendre les mesures nécessaires pour la soutenir. » Et il s'est attelé à un plan de relance, comme l'avait demandé, mi novembre, à Washington, le G20, réunissant les dirigeants des 20 principales économies du monde. « Il ne s'agit pas de savoir si je suis libéral ou pas, si je redécouvre Keynes ou si j'ai abandonné Milton Friedman », avait précisé le président le 20 novembre. « Il s'agit d'être pragmatique, devant une situation de l'économie que l'on n'a jamais connue ».



M. Sarkozy et M. Hirsch, haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, à Compiègne, le 3 décembre. ERIC FEFERBERG/AFP.

La crise, soudain, semble remettre les compteurs à zéro. Effacée la promesse de campagne consistant à promettre, début 2007, de rendre 68 milliards d'euros aux Français en baissant de 4 points les taux de prélèvements obligatoires, alors que la France est la vice-championne du monde des dépenses publiques derrière la Suède. Caduque, la réponse faite début janvier en conférence de presse en pleine polémique sur le pouvoir d'achat : « Qu'attendez-vous de moi ? Que je vide des caisses qui sont déjà vides ? » Quant au

plan de rigueur, un moment annoncé par le PS et souhaité par François Fillon, il est bel et bien enterré.

Toutefois, pour éviter d'investir à fonds perdus, M. Sarkozy a évité de baisser la TVA, à la différence du premier ministre britannique Gordon Brown : jugée coûteuse et inefficace, la mesure profite essentiellement aux importations. Hormis la prime aux plus démunis, dont la finalité n'est pas économique, le plan s'efforce de ne pas trop subventionner la consommation. « Un euro d'aide à

la consommation crée 0,5 euro de croissance supplémentaire tandis qu'un euro d'investissement crée 1,1 euro de croissance en plus », affirme l'Elysée. Une exception, la prime à la casse dans l'automobile, qui a suscité de vives réticences à Bercy. Il s'agit d'une version moderne des aides inventées dans les années 1990 par Edouard Balladur et Alain Juppé, qui avaient dopé les achats de voiture un premier temps avant de produire un terrible contre-coup sur les constructeurs. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Logement : une priorité affichée à la construction

MANIFESTEMENT Nicolas Sarkozy a fait le choix de stimuler l'offre et la construction de logements. Cela a l'avantage de ne pas brider l'appareil de production si difficile à remettre en marche lorsqu'il est arrêté et de mettre sur le marché des logements si nécessaire. Plusieurs études notamment celle des universitaires de Paris Dauphine publiée en 2006 pour le compte de Crédit foncier, chiffrent les besoins à 500 000 logements nouveaux par an. En 2007, 427 000 logements ont été mis en chantier, production qui devrait tomber à 370 000 en 2008 et 330 000 en 2009, retrouvant les pires niveaux de 1993.

Construire c'est aussi le choix de l'emploi au moment où la Fédération française du Bâtiment prévoit une réduction des effectifs de 30 000 voire 45 000 postes en 2009 alors que le secteur créait 30 000 emplois par an jusqu'en 2008.

Ainsi le doublement du prêt à taux zéro (PTZ) est réservé à l'achat du logement neuf. Ce prêt destiné à l'achat de la première résidence principale est distribué sous conditions de ressources. Toutefois les barèmes, généreux, concernent de fait deux tiers des ménages.

En 2007, 79 000 de ces crédits ont financé l'achat de logements neufs et 167 000 des logements anciens pour un montant moyen de 15 500 euros, ce qui couvre environ 10 % du prix d'achat. Le doublement du PTZ devrait profiter à 100 000 accédants, soit 20 000 de plus qu'auparavant.

30 000 accédants modestes pourront aussi utiliser les pass foncier qui permettent d'acquérir d'abord le terrain puis le bâtiment sur 40 ans.

Soutenir le neuf est plus pertinent que maintenir artificiellement le marché rési-

dentiel ancien, ce qui aurait réenclenché la hausse des prix de vente. Tous les experts attendent une correction à la baisse pour relancer le marché.

L'achat d'un logement est aujourd'hui impossible pour près de 90 % de la population. Le plan de relance ne renouvelle pas l'erreur commise avec le paquet fiscal dans le lequel figurait la réduction d'impôt d'une fraction des intérêts d'emprunt. Trop largement ouverte et peu lisible, la mesure s'est révélée aussi inefficace que coûteuse. Doubler le PTZ est simple et rapide à mettre en œuvre, il suffit de modifier un décret.

En revanche, lancer la construction en deux ans de 70 000 logements qui s'ajoutent aux 30 000 logements annoncés le 15 octobre dans le cadre du programme de rachats aux promoteurs, est un vrai défi. 30 000 seront des logements sociaux voire très sociaux, 40 000 à loyer intermédiaire ; le président de la République renonce implicitement au dogme du « tous propriétaire ». Les deux filiales de la CDC la SNI ou Icade vont être mobilisés, pour acheter des programmes clés en mains aux promoteurs. Une fraction sera louée dans un premier temps, puis après quelques années, revendue à leurs occupants. Les investisseurs particuliers ne sont pas complètement oubliés et bénéficieront de prêt bonifiés (PL) pour 30 000 logements à condition de louer leur bien à un loyer intermédiaire. La rénovation urbaine va bénéficier de 600 millions d'euros de plus, là encore bienvenus tant le budget de l'agence de rénovation urbaine était sous tension. Enfin, un programme de rénovation de l'habitat rénové, notamment dans les copropriétés, bénéficiera de 360 millions d'euros. ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

Les principales mesures annoncées

LE PLAN de relance, dépensé essentiellement en 2009, atteint 26 milliards d'euros, soit 1,3 % du produit intérieur brut (PIB).

L'Etat va rembourser début 2009 11,5 milliards d'euros aux entreprises. Le crédit d'impôt recherche, normalement remboursable sur trois ans, sera reversé début 2009 en une seule fois (3,8 milliards d'euros). Il en sera de même pour les crédits de TVA (3 milliards d'euros). Les déficits enregistrés par les entreprises en 2008 donneront lieu à un remboursement de 2 milliards d'euros dès 2009.

S'y ajoute une mesure de trésorerie sur l'impôt sur les sociétés (IS). Les entreprises paient en décembre un acompte fondé sur les prévisions de bénéfices. Le trop-versé, habituellement remboursé en avril, le sera dès janvier 2009. La mesure (4 milliards d'euros) n'a pas d'effet budgétaire.

Les entreprises pourront accélérer l'amortissement de leurs nouveaux investissements en 2009, ce qui réduira leur impôt sur les sociétés.

L'Etat versera à l'avenir un acompte de 20 %, et non plus de 5 %, lorsqu'il passe un marché public.

Les pouvoirs publics vont investir 10,5 milliards d'euros, dont les deux tiers en 2009. L'Etat va investir 4 milliards d'euros supplémentaires dans des projets gelés faute de financement. Sont concernés les infrastructures de transport, les équipements de défense, l'université et la recherche, le patrimoine de l'Etat. Les critères sont la rapidité, le contenu en emploi et la pertinence pour l'avenir des projets.

Les entreprises publiques financeront elles-mêmes 4 milliards d'euros d'investissements supplémentaires dans la production d'énergie, la rénovation et l'en-

tretien du réseau électrique, gazier, postal et de la RATP.

Les collectivités locales investiront 2,5 milliards d'euros supplémentaires. L'Etat les y aidera en accélérant le remboursement d'une créance de 5 milliards d'euros (TVA sur les investissements).

Le soutien à l'automobile.

Du 4 décembre 2008 au 31 décembre 2009, les particuliers qui mettront à la casse un véhicule de plus de dix ans pour acheter un véhicule neuf ayant le label écologique toucheront une prime à la casse de 1 000 euros. Elle devrait coûter à l'Etat 220 millions d'euros et remplacera celle de 300 euros qui concernait les véhicules de plus de quinze ans.

Les filiales de Renault et PSA spécialisées dans l'octroi de crédits automobile aux particuliers recevront un financement supplémentaire d'un milliard d'euros chacune.

L'Etat compte aider la filière à financer la recherche et le développement (véhicules hybrides, électriques). Il accordera des aides directes, sous forme de garantie de prêts, si les pays concurrents (Etats-Unis, Allemagne, Suède) continuent d'aider leurs constructeurs nationaux. L'Etat exigera en contrepartie que les constructeurs ne ferment pas de sites ou réduisent les contraintes imposées aux sous-traitants. Un fonds d'investissement de 300 millions d'euros aidera à restructurer la filière.

Le logement soutenu à hauteur de 1,6 milliard d'euros. Le prêt à taux zéro sera doublé en 2009 s'il est consacré à l'achat d'un logement neuf. Coût estimé, 600 millions d'euros.

70 000 logements supplémentaires vont être construits pour 600 millions d'euros. Un programme d'amélioration de l'habitat insalubre sera lancé (200 millions d'euros).

Des mesures pour l'emploi et les

chômeurs (1,2 milliard d'euros).

Dans les entreprises de moins de 10 salariés, toutes les embauches seront exonérées de charges sociales (14 % de cotisation sociale) au niveau du smic, soit une aide de 180 euros par mois. La mesure sera dégressive jusqu'au niveau de 1,6 fois le smic. Financée par l'Etat, elle coûtera 700 millions d'euros.

Les conditions d'indemnisation du chômage, partiel ou total, seront améliorées, à hauteur de 500 millions d'euros.

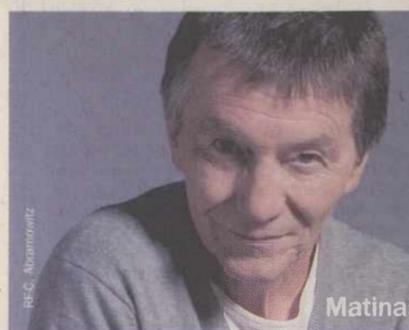
Le gouvernement va verser fin mars 2009 une prime de 200 euros aux 3,8 millions de personnes éligibles aux minima sociaux (760 millions d'euros). Cette mesure s'ajoute aux transferts sociaux (370 milliards d'euros en 2007) qui vont croître de 17 milliards d'euros en 2009 du fait de mesures déjà annoncées (revalorisation de 3 % des allocations familiales en janvier, de 6,9 % du minimum vieillesse en avril). S'y ajoute l'entrée en vigueur fin juin 2009 du revenu de solidarité active.

Les procédures d'appels d'offres. Elles seront allégées pour dépenser plus vite, grâce à un décret et une loi de procédure adoptés début 2009. Le seuil de passation des marchés publics sera porté de 206 000 euros à 5,15 millions d'euros, qui est le seuil européen.

Le niveau d'exemption totale de procédure sera remonté de 4 000 à 20 000 euros. Il sera possible d'augmenter de 50 % une commande sans faire d'appel d'offres. Les maires pourront augmenter de 20 % le coefficient d'occupation des sols.

Un ministre de la relance. Le plan de relance sera isolé dans un programme dédié avec son budget propre et sera confié à un secrétaire d'Etat ou un ministre, qui rendra compte de son avancement tous les trois mois. ■

AR. LE.

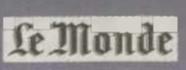



LE 7/9 WEEK-END

FRANCE INTER LA DIFFÉRENCE franceinter.com

7h-9h - samedi et dimanche
Stéphane Paoli avec Sandra Freeman

Matinales spéciales "60 ans des droits de l'homme" les 6 et 7 décembre en partenariat avec




De la relance Chirac (1975) à l'expérience socialiste de 1981-82

LA GRANDE dépression des années 1930 n'a fait l'objet d'aucun plan particulier en France. Le pays venait à peine de réussir à stabiliser sa monnaie - le « miracle » Poincaré - et à solder l'héritage financier de la guerre de 1914-1918. Le Front populaire s'est, certes, inspiré de l'expérience du New Deal conduite aux Etats-Unis par Roosevelt pour endiguer la spirale déflationniste, mais sa politique ne s'est appliquée qu'à partir de 1936, soit sept ans après le démarrage de la crise. Et n'a pas pu faire redémarrer l'économie.

Depuis 1945, deux plans de relance ont marqué les esprits : la relance Chirac sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) et la relance socialiste des débuts du premier septennat de François Mitterrand (1981-1988).

Confronté au quadruplement des prix du pétrole, le gouvernement de Jacques Chirac adopte en 1975 un vaste plan de relance (2,1 % à 2,2 % du PIB) comportant 15 milliards de francs d'investissements publics supplémentaires, une dizaine de milliards de mesures fiscales, dont des déductions de TVA, et 5 milliards de crédits accordés aux familles nombreuses et aux personnes âgées. Cette politique soutient l'activité mais est à l'origine, dès la fin de l'année, de multiples déséquilibres et d'une forte progression des importations.

Après le deuxième choc pétrolier de 1979-1980, le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy prend des mesures d'impulsion budgétaire keynésienne, annonce des réformes sociales (relèvement du smic de 10 %, augmentation des allocations familiales et du minimum vieillesse, 39 heures payées 40 etc.). Cette relance dans un seul pays de l'ordre de 1 % du PIB s'achèvera en mars 1983 avec le tournant de la rigueur, la désinflation compétitive et la prise en compte de la contrainte externe, notamment européenne. ■

CLAIRE GUÉLAUD

Des plans en deçà des attentes de Bruxelles

Royaume-Uni

Mesures retenues

- Réduction de la TVA jusqu'en 2009 : de 17,5 % à 15 % (14,2 milliards €)
- Construction et rénovation de logements sociaux
- Facilités de paiement pour les PME

Selon Gordon Brown, le déficit passera à 8 % du PIB en 2009-2010, et la dette à 57 % en 2015.

Chiffres avant la crise
Dépense publique : 43,7 %
Dette publique : 43,8 %
Déficit public : - 2,9 %
Contribution au PIB de l'UE : 16,5 %

Espagne

Mesures retenues

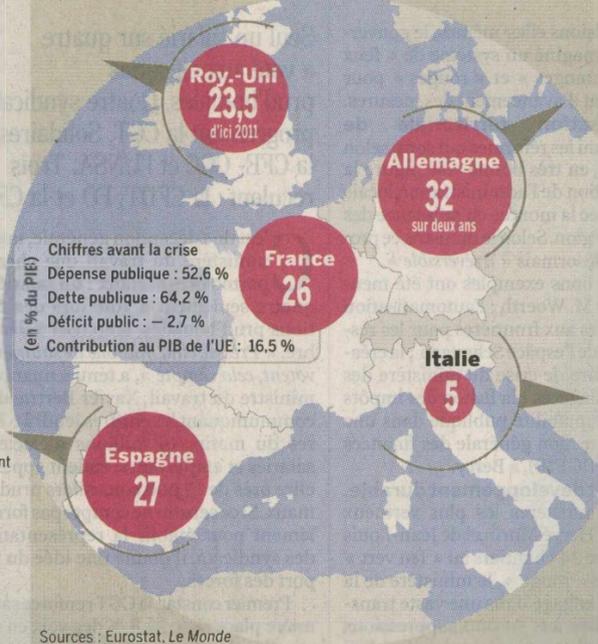
- Les deux tiers financeront des équipements publics
- 800 millions pour le secteur automobile

Les 11 milliards débloqués en novembre s'ajoutent aux 16 milliards injectés depuis août, sous forme essentiellement de réductions d'impôts. Selon le gouvernement, les déficits publics excéderaient 3 % du PIB en 2008 et 2009.

Chiffres avant la crise
Dépense publique : 38,8 %
Dette publique : 36,2 %
Déficit public : + 2,2 %
Contribution au PIB de l'UE : 8,6 %

Les plans de relance

(en milliards d'euros)



Sources : Eurostat, Le Monde

Allemagne

Mesures retenues

- Voitures neuves : exonération de taxes
- Voitures moins polluantes : exonération temporaire des taxes
- Renforcement des aides aux PME
- Aides pour les économies d'énergie dans le logement
- Investissements dans les infrastructures routières et ferroviaires

Chiffres avant la crise
Dépense publique : 43,9 %
Dette publique : 65 %
Déficit public : 0 %
Contribution au PIB de l'UE : 19,7 %

Italie

Mesures retenues

- Attribution aux foyers modestes d'une carte prépayée de 40 € par mois pour les dépenses alimentaires et d'électricité
- Crédits d'impôt pour les bas revenus
- Accroissement du financement du chômage technique

Chiffres avant la crise
Dépense publique : 48,5 %
Dette publique : 104 %
Déficit public : - 1,9 %
Contribution au PIB de l'UE : 12,5 %

Les gouvernements européens ont opté pour des solutions très diverses pour relancer leur économie

Chacun à sa façon et à son rythme. Depuis le mois de septembre, les Européens ont actionné en ordre dispersé les leviers sur lesquels ils comptent pour relancer leurs économies à l'heure de la récession. Une ressemblance toutefois unit les plans annoncés en novembre par les principaux Etats membres : ils sont pour la plupart inférieurs à l'effort demandé par Commission européenne, qui leur propose comme objectif

de consacrer à la relance 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Union, pour un total de 200 milliards d'euros. Les grands pays ont annoncé des niveaux situés dans une fourchette de 1 % à 1,2 % du PIB.

Sur le fond, il y a peu d'unité entre le plan britannique, fondé sur la stimulation de la consommation par une baisse générale du taux de la TVA de 17,5 % à 15 %, et le panache de mesures plus ciblées choisis par les gouvernements allemand et français. Parce qu'elle n'est pas dans la zone euro et que son endettement initial était faible, la Grande-Bretagne a pu envisager de recourir massivement à la fiscalité. Le coût pour les finances publiques sera élevé et le gouvernement tra-

vailiste de Gordon Brown a anticipé un endettement en nette hausse à l'horizon 2015.

Le faible endettement de l'Espagne permet également au socialiste José Luis Rodriguez Zapatero d'engager un plan de relance substantiel pour affronter l'éclatement de la bulle immobilière et l'accroissement brutal du nombre de chômeurs. Mais lui a privilégié le financement de travaux publics et d'infrastructures (à hauteur de 8 milliards d'euros), anticipant la réalisation de projets initialement prévus à plus long terme.

Le gouvernement espagnol veut, au passage, soutenir le secteur de la construction, l'un des gros pourvoyeurs

de chômeurs ces derniers mois.

En Allemagne, la chrétienne-démocrate Angela Merkel a privilégié l'investissement, avec des incitations en faveur des entreprises et des particuliers et, là encore, en anticipant la réalisation d'infrastructures publiques. Soucieux de ne pas mettre en péril l'équilibre des comptes publics auquel il est parvenu au prix de gros efforts ces dernières années, le gouvernement allemand se refuse, pour l'instant, à étoffer davantage son plan de relance.

Enfin, l'endettement considérable de l'Italie a réduit à peu de chose les mesures annoncées par Silvio Berlusconi. ■

CÉCILE CHAMBRAUD

Soutien à la consommation : une prime de 200 euros pour les plus pauvres

LES PAUVRES ne doivent pas être les laissés pour compte du plan de relance. Les 37 associations de lutte contre l'exclusion et la précarité, regroupées dans le collectif Aler-te, avaient adressé, le 28 novembre, un avertissement au gouvernement, en s'inquiétant des conséquences de la crise sur les quelque 8 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy les a partiellement entendues. Il a annoncé le versement, en avril, d'une prime exceptionnelle de « solidarité active » de 200 euros aux 3,8 millions de personnes qui bénéficient des minima sociaux : revenu minimum d'insertion (RMI), allocation de parent isolé, allocation de solidarité spécifique pour les chômeurs en fin de droit, allocation adultes handicapés, minimum vieillesse... Cette somme, qui représente 760 millions d'euros, anticipe la mise en place, en juin, du revenu de solidarité active (RSA) et représente un complément de ressources ponctuel, après la prime de Noël de 220 euros versée le 20 novembre à 1,5 million d'allocationnaires.

En dehors de cette disposition nouvelle et ponctuelle, le président de la République a, par ailleurs, repris l'essentiel des annonces et

des promesses formulées antérieurement, assorties pour certaines d'entre elles, d'un coup d'accélérateur. Le minimum vieillesse, la garantie de ressources des retraités qui ont peu cotisé, sera augmenté de 6,9 % en avril. La hausse de cette prestation qui concerne 600 000 personnes, devrait atteindre 25 % en cinq ans d'ici à 2012. Cette mesure inscrite au budget de la Sécurité sociale de 2009 a toutefois suscité une polémique au Parlement. Pour le gouvernement en effet, elle ne concerne que les personnes seules et non les couples. Autre confirmation d'une promesse de campagne : les pensions de réversion devraient elles aussi bénéficier d'un coup de pouce pour atteindre 60 % du SMIC dès 2010 au lieu de 2011.

« Encadrer le crédit à risque »

Parmi les mesures sociales de son plan, le chef de l'Etat a repris la généralisation du Revenu de solidarité active (RSA) dont la loi a été promulguée lundi 1^{er} décembre. Ce dispositif mis en œuvre par Martin Hirsch, Haut commissaire aux solidarités actives, remplacera le RMI en juin. Il devrait permettre à des travailleurs à temps partiel de gagner près de 200 euros supplémentaires par mois.

Après avoir relancé la polémi-

que sur l'hébergement d'office des sans abri lors des périodes de grand froid, Nicolas Sarkozy a confirmé diverses mesures pour les exclus et la grande pauvreté lors de la visite d'une banque alimentaire, mercredi 3 décembre, à Compiègne (Oise). Le chef de l'Etat a promis une aide supplémentaire de 20 millions d'euros pour la distribution de denrées. Il a aussi confirmé les objectifs du « chantier », ouvert au printemps qui prévoit la création et la rénovation, d'ici à 2012, de 100 000 places dans les centres d'hébergement pour les sans abri pour un montant de 160 millions d'euros.

Enfin, il a demandé à Christine Lagarde, ministre de l'économie et à M. Hirsch de préparer une réforme « pour encadrer le crédit à risque (revolving) et surveiller les pratiques des sociétés de rachat de crédit », à l'origine du surendettement des familles.

Au vu de ces annonces, le Secours Catholique a relevé que : « L'aide alimentaire ne peut en aucun cas servir de politique sociale face à la crise. Ce sont bien l'ensemble des minima sociaux qu'il faut augmenter pour que les plus pauvres puissent subvenir par eux-mêmes à l'ensemble de leurs besoins. » ■

MICHEL DELBERGHE

SOCIAL Le taux de chômage progresse à 7,3 % au troisième trimestre

Le taux de chômage a augmenté de 0,1 point au troisième trimestre 2008, atteignant 7,3 %, selon les données publiées jeudi 4 décembre par l'Insee. Cette hausse, la première depuis le premier trimestre 2006, porte le nombre de demandeurs d'emplois à 2 035 000 en métropole, sur une population active de 28,03 millions de personnes. Selon l'ANPE, plus de 100 000 demandeurs d'emploi ont été enregistrés en cumulé de août à octobre.

En direct du Monde sur France Info

du lundi au vendredi à 22 h 47

la rédaction du Monde décrypte l'actualité

Le Monde



www.moreintelligentlife.com

intelligent life
LIFESTYLE WITH SUBSTANCE
The Economist

THE MAC AT 25
DOUGLAS COUPLAND
ON GENERATION I

YOUR LUNCH
IS IT STUCK IN A RUT?

WRAP UP COOLLY
GORGEOUS KNITWEAR,
SPARKLING ACCESSORIES

THE TALLEST BUILDING EVER
BUT WHAT'S IT FOR?

WISING UP
THE AGE OF
MASS INTELLIGENCE

PLUS
A MONTH IN THE LIFE OF THE NATIONAL THEATRE
THE WINE INSPECTOR GOES TO EL BUJLI
MIKE FIGGIS TESTS TINY CAMCORDERS
ANDREW MARR ON HISTORY AND SCIENCE
HELEN SIMPSON'S FAVOURITE MUSEUM
ED SMITH - WHY SPORTS DEBUTS HAVE GOT EASIER
AND THE ABBESS WHO TOOK A YEAR OUT

WAR AND PEACE
LEO TOLSTOY

Culture. Style. Société. Le magazine trimestriel édité par The Economist. En vente uniquement